

Précis de droit administratif
et de droit public à l'usage
des étudiants en licence (2e
et 3e années) et en doctorat
ès [...]

Hauriou, Maurice (1856-1929). Précis de droit administratif et de droit public à l'usage des étudiants en licence (2e et 3e années) et en doctorat ès sciences politiques, par Maurice Hauriou... 10e édition. 1921. In-8, VIII-544-III p..

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

8° F
27314

PRÉCIS

DE

DROIT ADMINISTRATIF

ET

DE DROIT PUBLIC

A L'USAGE DES ÉTUDIANTS EN LICENCE (2^e ET 3^e ANNÉES)
ET EN DOCTORAT ÈS-SCIENCES POLITIQUES

PAR

MAURICE HAURIOU

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT
MEMBRE ASSOCIÉ DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE
DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE TOULOUSE

SUPPLÉMENT

1921-1924

LIBRAIRIE

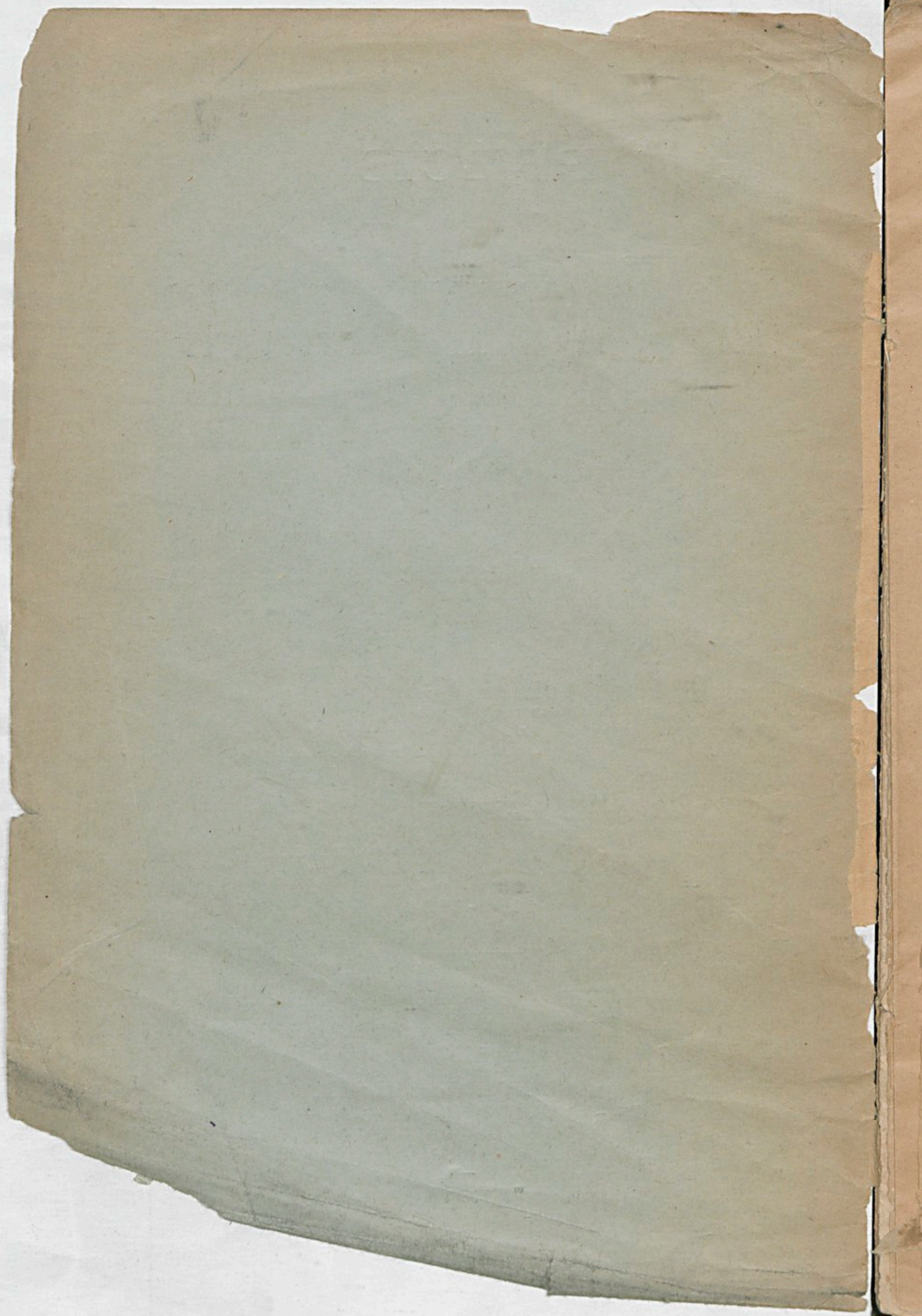
DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

LÉON TENIN, Directeur

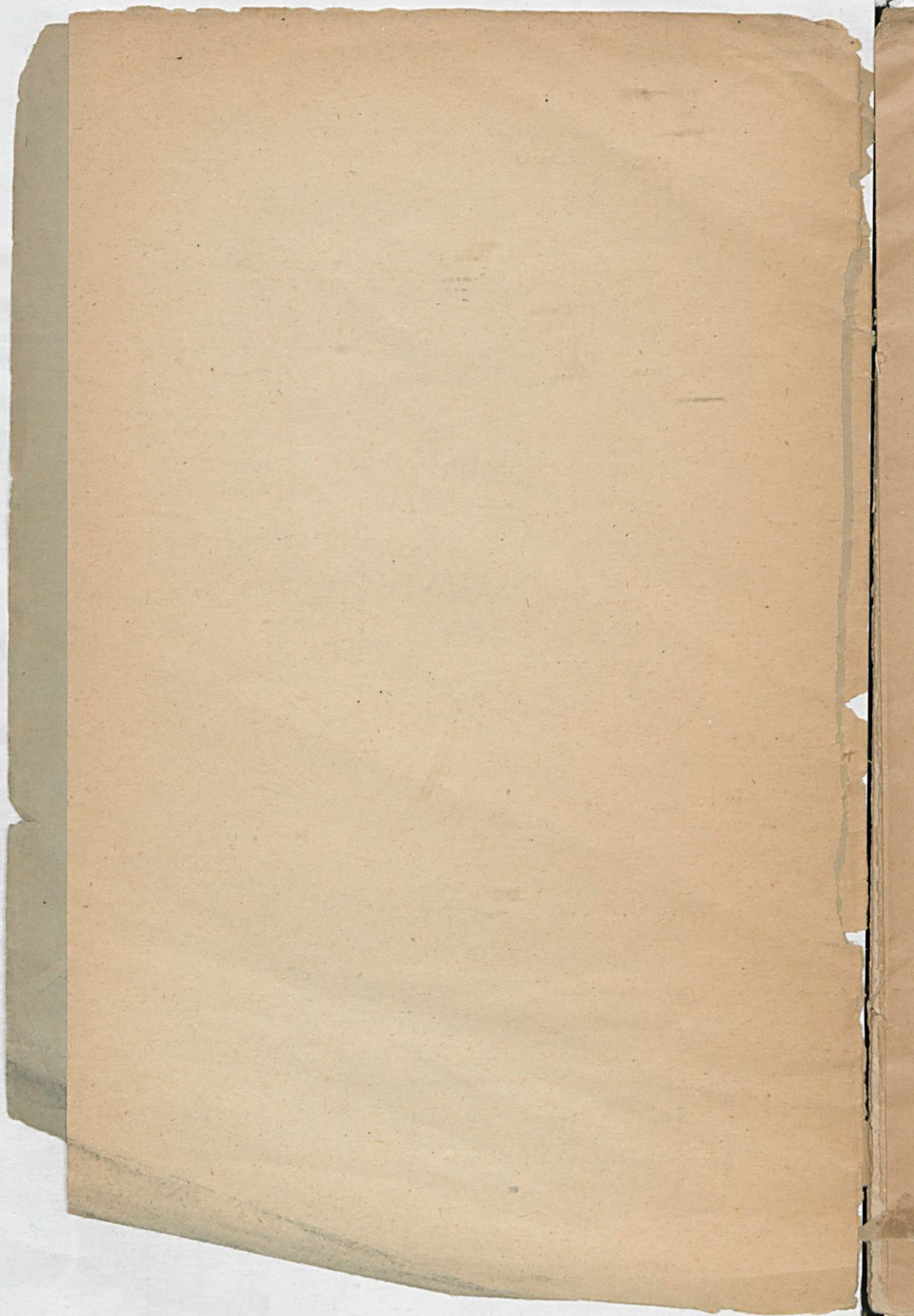
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1924



PREFECTURE
DE LA GIRONDE
DÉPÔT LÉgal

Nº 930

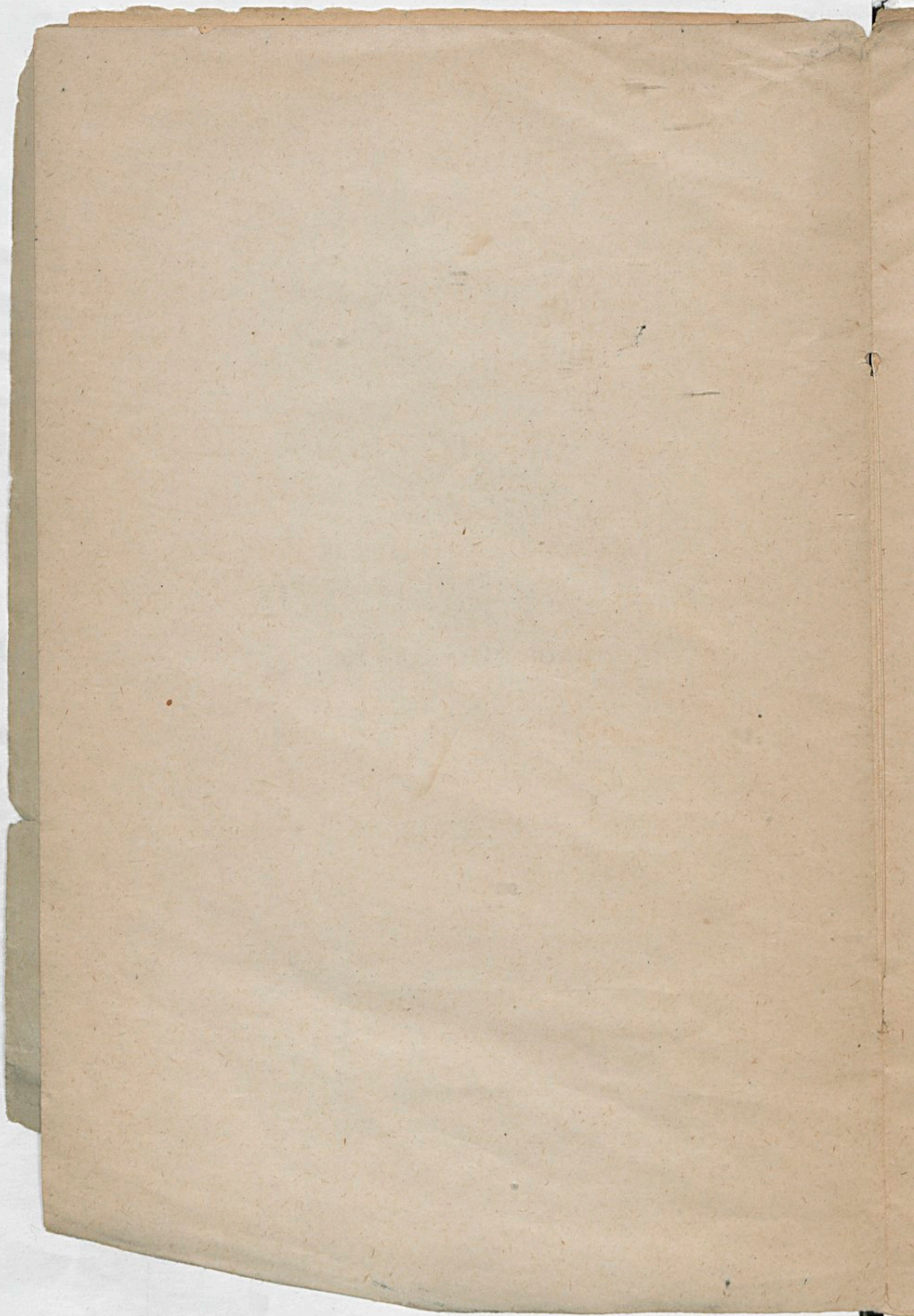


PRÉCIS
DE
DROIT ADMINISTRATIF
ET
DE DROIT PUBLIC



SUPPLÉMENT

8° F
27314



PRÉCIS
DE
DROIT ADMINISTRATIF
ET
DE DROIT PUBLIC

A L'USAGE DES ÉTUDIANTS EN LICENCE (2^e ET 3^e ANNÉES)
ET EN DOCTORAT ÈS-SCIENCES POLITIQUES

PAR

MAURICE HAURIOU

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT
MEMBRE ASSOCIÉ DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE
DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE TOULOUSE

SUPPLÉMENT

1921-1924

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1924

BORDEAUX. — IMPRIMERIE CADORET

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17



SUPPLÉMENT

AU

PRÉCIS DE DROIT ADMINISTRATIF

Ce supplément, rendu nécessaire par des modifications législatives survenues depuis 1921, a été établi par ordre alphabétique; les lois nouvelles les plus importantes sont analysées, les autres sont seulement signalées ou le texte en est rapporté.

A

ALGÉRIE. — *Indigénat*. — L. 4 août 1920 remettant en vigueur pour cinq ans les dispositions de la loi du 15 juillet 1914 sur l'indigénat (V. *Précis*, p. 296).

Terres domaniales, concessions. — Décr. 22 juin 1921 modifiant celui du 9-mai 1920 (S., *Lois annotées*, 1921, p. 181, et 1922, p. 564).

Droits politiques des indigènes. — L. 11 décembre 1922 modifiant l'article 15 de la loi du 4 février 1919 sur l'accession des indigènes d'Algérie aux droits politiques (*J. off.*, 13 déc. V. *Précis*, p. 124).

ALIGNEMENTS INDIVIDUELS. — V. *Voirie*.

ALSACE ET LORRAINE. — L. 17 juillet 1922 appliquant la loi du 10 août 1871 sur les *conseils généraux* (*J. off.*, 22 juill.).

ARMÉE (*service militaire, recrutement*). — L. 1^{er} avril 1923 (*J. off.*, 5 avril). Cette loi, complète en ce qui concerne l'organisation du service militaire des citoyens et le recrutement, abroge les lois antérieures et spécialement celle du 21 mars 1905, modifiée par celle du 7 août 1913 (art. 104). Elle présente les caractéristiques suivantes : 1^o le lien que la loi du 7 août 1913 avait établi entre le chiffre des effectifs nécessaires et les bases du service militaire a disparu (on espère compenser le déficit des contingents du service actif par les engagements et rengagements et par l'emploi des troupes indigènes)

(cf. *Précis*, p. 565); 2° la durée du service actif est limitée à dix-huit mois et même l'article 103 de la loi invite le gouvernement à faire connaître aux Chambres, après l'incorporation totale de la classe 1925, s'il juge possible de réduire, pour les classes 1926 et suivantes, le temps de service actif (on espère compenser la brièveté du service actif par une préparation militaire antérieure au service); 3° le service est obligatoire, universel et égal pour tous, en principe, comme sous la loi précédente, sauf les avantages attachés à la préparation militaire.

La loi est divisée de la façon suivante : *titre I, Dispositions générales*; *titre II, Appel du contingent* : chap. I, Du recrutement; chap. II, De la revision; chap. III, Du recrutement, des cadres et de la préparation militaire; *titre III, Du service militaire* : chap. I, Bases du service; chap. II, Du service actif; chap. III, Du service dans les réserves; *titre IV, Des engagements, rengagements et commissions*; *titre V, Dispositions pénales*; *titre VI, Recrutement en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat*; *titre VII, Dispositions particulières*.

I. Dispositions générales. Obligation au service. — Tout citoyen français doit le service militaire personnel; hors le cas d'incapacité physique absolue, le service militaire ne comporte aucune autre exception que les suivantes : *a)* le fils aîné d'une famille de cinq enfants et plus n'accomplira que douze mois de service; *b)* le temps de service supplémentaire accompli par un engagé, un rengagé ou un commissionné vient en déduction du temps de service à passer dans la disponibilité ou dans les réserves (art. 1^{er} et 2).

Mobilisation civile. — Tout Français non soumis aux obligations de la présente loi peut être requis individuellement, hors le cas d'incapacité physique absolue, pour être employé en temps de guerre aux services administratifs et économiques dans les conditions prévues à l'article 52.

Régiments étrangers pour les non-Français résidant en France (art. 3).

Français exclus de l'armée, bataillons d'Afrique, sections spéciales (art. 4-6). — A noter qu'en principe, nul ne peut être envoyé aux bataillons d'Afrique par simple décision ministérielle, mais seulement en vertu d'une condamnation de justice (art. 6).

Nul n'est admis comme fonctionnaire ou agent dans une administration de l'État, des départements et des communes, ni ne peut être investi de fonctions même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi (art. 7) (V. la suite du texte sur la façon dont le temps de service est compté pour le calcul de l'ancienneté en vue de la retraite dans les fonctions civiles).

En temps de guerre, tout corps organisé quand il est sous les armes

est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève soit du ministre de la Guerre, soit du ministre de la Marine (art. 8).

Corps de vétérans peuvent être organisés en temps de guerre (art. 8).

Interdiction du vote. — Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent *en résidence libre, en non-activité*, en possession d'un congé (de trente jours), en disponibilité ou dans le cadre de réserve (officiers) (art. 9).

Bases du service. — L'armée se recrute : 1° par appels du contingent annuel ; 2° par engagements, rengagements et commissions.

La durée totale du service militaire est de vingt-huit années et s'accomplit de la manière suivante : service actif, un an et demi ; disponibilité, deux ans ; première réserve, seize ans et demi ; deuxième réserve, huit ans.

Le contingent de chaque année est divisé en deux fractions, savoir : première fraction, les jeunes gens nés avant le 1^{er} juin de l'année de naissance du contingent ; deuxième fraction, ceux nés à partir du 1^{er} juin (art. 11) ; la durée du service compte, pour la première fraction, du 10 mai de l'année qui suit celle du recensement ; pour la deuxième fraction, du 10 novembre de cette même année et l'incorporation a lieu au plus tard le 20 mai et le 20 novembre. C'est aux dates du 10 mai et du 10 novembre que se font, en temps de paix, les passages d'une catégorie à l'autre.

La fraction de classe qui a terminé ses dix-huit mois de service peut être conservée temporairement sous les drapeaux par le gouvernement, sauf à en rendre compte aux Chambres.

Les hommes *en disponibilité* peuvent être rappelés sous les drapeaux par ordre individuel dans les mêmes conditions.

Les hommes des réserves ne peuvent, en principe, être rappelés sous les drapeaux que par classes en cas de mobilisation générale ou partielle ordonnée par décret, ou en cas de convocation pour des périodes d'exercice (art. 2 et 48).

II. Appel du contingent ; recrutement des hommes ; revision ; recrutement des cadres ; préparation militaire. —

Recensement. — Chaque année, pour la formation de la classe, les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint ou devant atteindre l'âge de 19 ans révolus au cours de l'année et domiciliés dans l'une des communes du canton sont dressés par les maires dans les formes fixées par l'article 28 ; ils mentionnent la profession de chacun des jeunes gens ; ils sont publiés et affichés dans la com-

mune au plus tard le 1^{er} juin (art. 10). Dans le mois qui suit et avant le 1^{er} juillet, constitution du *dossier sanitaire* par ceux qui ont à faire valoir des infirmités ou maladies (art. 10). Sur les individus qui doivent être portés sur les tableaux de recensement, V. art. 12-16.

Revision. — La revision du contingent consiste en l'examen juridictionnel de l'aptitude physique et aussi de la situation juridique de chacun des appelés. C'est une opération de juridiction administrative ambulante qui a lieu en principe dans chaque canton (V. art. 19) et pour chaque fraction du contingent. La juridiction compétente est le *conseil de revision* composé du préfet président, d'un membre du conseil général, autre que celui représentant le canton, désigné par la commission départementale, d'un membre du conseil d'arrondissement désigné de la même façon; d'un officier général ou supérieur désigné par l'autorisation militaire, donc quatre membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante; un médecin militaire donne obligatoirement son avis; le commandant du recrutement est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande; le sous-préfet de l'arrondissement et les maires des communes ont le droit de présenter des observations.

Au point de vue des aptitudes physiques, le conseil de revision classe les jeunes gens présentés en quatre catégories : 1^o bons pour le service armé; 2^o bons pour le service auxiliaire; 3^o ajournés; 4^o exemptés de tout service (art. 20).

Au point de vue de la situation juridique des jeunes gens, lorsque ceux-ci ont fait des déclarations dont l'issue dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le conseil de revision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle (art. 26).

Les décisions du conseil de revision sont, en principe, définitives; elles peuvent néanmoins être attaquées devant le Conseil d'État pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi (recours en cassation qui n'a pas d'effet suspensif); elles peuvent aussi être l'objet d'un recours en revision devant le conseil de revision lui-même à sa plus prochaine session (art. 27).

La tâche du conseil de revision est facilitée par une *commission médicale d'experts* (art. 17). Le rôle de cette commission qui avait été créée par la loi précédente a été amplifié par la loi nouvelle; elle ne fonctionnait primitivement qu'après la séance publique du conseil de revision; elle fonctionne maintenant avant cette séance publique. C'est devant elle que les jeunes gens qui ont à invoquer des causes physiques d'exemption produisent leur dossier sanitaire; elle donne aussi son avis sur l'aptitude de chaque conscrit aux diverses armes ou services (art. 19); bien entendu, les propositions de cette com-

mission doivent être homologuées par le conseil de revision pour avoir valeur juridique.

C'est par le conseil de revision que sont accordés les *sursis d'incorporation*; il y en a de deux sortes : celui de l'article 22 demandé par l'un de deux frères inscrits la même année sur les tableaux du recensement et lui permettant de ne faire son service qu'après l'expiration du temps obligatoire de l'autre frère; celui de l'article 23 qui vise des sursis d'incorporation d'un an renouvelables d'année en année jusqu'à l'âge de 25 ans, à raison de la situation de soutien de famille, à raison des études, à raison des besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale, ou à raison d'une résidence à l'étranger. Le sursis d'incorporation ne confère aucune dispense de service; les sursitaires suivent le sort de leur classe d'âge à partir du moment où ils ont rempli leurs obligations dans le service actif et dans la disponibilité (art. 23).

Il est prévu des *allocations journalières aux soutiens de famille* dont le nombre ne pourra pas dépasser 10 p. 100 du contingent. Ces allocations servies par l'État sont accordées après toute une procédure par un conseil cantonal composé du juge de paix président, du contrôleur des contributions directes, du receveur de l'enregistrement, d'un délégué du bureau d'assistance et d'un délégué des sociétés de secours mutuels approuvées (art. 24).

Recrutement des cadres et préparation militaire. — Les cadres se composent des officiers de l'active et des officiers de réserve ou de complément. Les officiers de l'active sont recrutés par les écoles militaires. Les officiers de complément sont recrutés de plusieurs façons, dont les deux principales sont les suivantes : 1° le *peloton d'élèves officiers de réserve* qui se recrute au concours, soit parmi les sous-officiers, soit parmi les incorporés par devancement d'appel (art. 31-33); 2° la *préparation militaire* qui recrute parmi les jeunes Français des établissements d'enseignement de tous ordres et dès avant l'incorporation (V. art. 34-39 avec la situation spéciale des étudiants en médecine, pharmacie et art dentaire); ces deux procédés aboutissent à des *concours pour officiers de réserve* qui ont lieu à l'expiration de la période d'instruction des pelotons (art. 36).

III. Service militaire; service actif; service dans les réserves.

— De cette rubrique nous ne retiendrons que certaines règles importantes relatives au service des réserves :

1° Les hommes de la disponibilité et de la première réserve sont assujettis à des *périodes d'exercice* dont le nombre et la durée sont fixés par le ministre de la Guerre, sans que leur durée totale puisse excéder *huit semaines*; les hommes de la deuxième réserve peuvent être astreints à des exercices spéciaux dont la durée totale n'excédera pas *sept jours* (art. 49);

2° La situation des réservistes en ce qui concerne *leurs obligations réglementaires, la discipline militaire et la juridiction répressive* est déterminée par les articles 53-57;

3° Les hommes de la disponibilité et des réserves *peuvent se marier* sans autorisation, mais restent soumis à toutes les obligations de leur classe; *à la naissance d'un enfant*, tout réserviste passe de droit dans la classe de mobilisation dont le millésime est inférieur de deux unités à celui de sa classe de mobilisation du moment; tout réserviste *père de quatre enfants vivants* passe de droit et définitivement dans la deuxième réserve; les *pères de six enfants vivants* sont et demeurent affectés à la dernière classe de la deuxième réserve (art. 58).

IV. Engagements, rengagements, commissions. — La conscription militaire, avec le service de dix-huit mois, serait impuissante à fournir des effectifs suffisants et surtout des cadres de sous-officiers; il a fallu recourir plus largement que par le passé au système des engagements, rengagements et commissions qui fournit des soldats de métier. Les avantages offerts aux engagés, rengagés et commissionnés ont été accumulés pour les attirer et les retenir: *primes* au moment du rengagement, *haute paie, pécules à la sortie* (5.000 ou 10.000 francs), *emplois civils réservés* (V. L. 30 janv. 1923, *infra*, v° *Emplois réservés*), tout a été mis en œuvre (art. 61-85).

A noter que les engagements, rengagements, commissions, sont désormais soumis aux mêmes formes (art. 66 et 72) et ne se distinguent plus que par quelques règles de fond, par exemple, les engagements et rengagements sont à durée préfixe et ne comportent pas de pension de retraite, tandis que la commission n'est pas à durée préfixe et comporte une pension de retraite.

V. Dispositions pénales (art. 86-96). — Il s'agit de dispositions réprimant toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement, ou s'est rendu impropre au service militaire, ou a été exempté au conseil de revision; que les fraudes aient été commises par l'intéressé ou par des tiers, ou par des fonctionnaires; il s'agit aussi du délit d'insoumission.

VI. Recrutement en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat. — Il s'agit du recrutement des Français et non de celui des indigènes (art. 97-99).

VII. Dispositions particulières. — Ce titre contient des dispositions transitoires qui seront bientôt sans intérêt; la déclaration que la présente loi est applicable en Alsace et Lorraine et, en outre, la disposition suivante qui intéresse le droit constitutionnel :

ART. 103. — Chaque année, après l'incorporation du deuxième contingent de la classe, le gouvernement fera connaître aux Chambres :

- 1° L'effectif des militaires de carrière français existant dans l'armée;
- 2° L'effectif des militaires indigènes de toutes catégories, en distinguant ceux qui sont militaires de carrière;
- 3° L'état du remplacement de la main-d'œuvre militaire par la main-d'œuvre civile;
- 4° L'état d'organisation de la mobilisation civile, économique et industrielle, afin de permettre aux Chambres d'envisager en toute connaissance de cause, et en tenant compte de la situation politique extérieure, les mesures à prendre pour réaliser une nouvelle réduction de la durée du service.

Après l'incorporation totale de la classe 1923, le gouvernement fera connaître aux Chambres les conditions d'application de la présente loi et s'il juge possible de réduire, pour les classes 1926 et suivantes, le temps de service actif.

ARRONDISSEMENTS MARITIMES (réorganisation). — Décr. 4 janvier 1921 (S., *Lois annotées*, 1921, p. 392), cinq arrondissements : Cherbourg, Brest, Rochefort, Toulon, Bizerte.

ASSISTANCE AUX FAMILLES NOMBREUSES. — L. 27 juin 1922 (S., 1922, p. 661), point de départ de l'allocation reporté au jour de la demande.

B

BÉNÉFICES DE GUERRE. — L. 31 décembre 1922, art. 7, composition de la commission supérieure pour les appels (*J. off.*, 13 janv. 1923).

BOUILLEURS DE CRU. — L. 28 février 1923 (*J. off.*, 1^{er} mars).

BUDGET. — *Essai de budget biennal*. — L. 30 juin 1923, art. 213 :

Sont applicables à l'exercice 1924, les articles de la présente loi (de l'exercice 1923) portant ouverture de crédits et fixation des voies et moyens soit au titre du budget général, soit au titre des budgets annexes, ainsi que les articles concernant les moyens de service et les dispositions annuelles.

Toutefois, devront faire l'objet d'une loi spéciale dont le projet sera déposé au cours de la session extraordinaire de 1923 :

1° Les crédits relatifs aux dépenses extraordinaires, aux dépenses militaires du Maroc et des théâtres extérieurs d'opérations;

2° L'autorisation de percevoir pendant l'année 1924 les droits et revenus publics ainsi que d'émettre et de renouveler, pendant la même année, les valeurs du Trésor à court terme.

Feront également l'objet de lois spéciales les modifications aux dispositions de la présente loi rendues applicables à l'exercice 1924 qui paraîtraient nécessaires pour l'exécution des services.

C

CAISSES D'ÉPARGNE. — L. 17 décembre 1921 complétant l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 relatif à l'emploi de la fortune personnelle des caisses (*J. off.*, 23 déc.).

CARBURANT NATIONAL. — L. 28 février 1923, art. 6 (*J. off.*, 1^{er} mars).

CHAMBRES D'AGRICULTURE. — L. 30 décembre 1922 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1923 le délai pour l'application de la loi du 25 octobre 1919. Une nouvelle loi est en préparation restreignant le corps électoral, limitant les attributions et enlevant aux Chambres d'agriculture le droit d'établir des impôts.

CHEMINS DE FER (grands réseaux, nouveau régime). — L. 29 octobre 1921 homologuant la convention du 28 juin 1921 (*J. off.*, 12 nov.). Outre des dispositions relatives à la liquidation des litiges existant entre l'État et les grandes compagnies et dont la plupart étaient nés de la guerre; outre des relèvements de tarifs, la loi et la convention nouvelles se signalent par une tentative de centralisation des grands réseaux sous l'autorité du ministre des Travaux publics; elles ouvrent la *période de centralisation* dans la politique suivie en matière de concession de chemins de fer. Il est bien certain, en effet, que si le système de la concession à de grandes compagnies présente de grands avantages pour le régime des chemins de fer, au point de vue électoral, au point de vue financier, au point de vue même de la marche générale des services, le particularisme excessif des compagnies n'était plus en harmonie avec les besoins du public; le service des voyageurs et des marchandises à grand rayon exige de plus en plus le raccordement des horaires, l'unification des tarifs, la sûreté des correspondances, l'absence de brisures dans les itinéraires, les mêmes facilités accordées sur tous les réseaux; au point de vue du public, tout doit se passer, autant que possible, comme s'il y avait unité du service dans toute la France.

Cette unité du service n'est pas décrétée par la loi ni par la convention, mais, pour la réaliser progressivement, elles créent des organes et posent des principes.

Les organes sont le *conseil supérieur des chemins de fer* et le *conseil de direction*. Le *conseil supérieur* est composé de 60 membres : 30 représentants des intérêts du public nommés par décret, 12 membres représentant le personnel de chacun des six réseaux et élus par celui-ci et les 18 membres du conseil de direction (convention, art. 3, et L. 29 oct. 1921, art. 6). Ce conseil supérieur est consultatif, cependant le gouvernement ne peut passer outre à ses avis qu'après une seconde consultation (exemple de l'abaissement temporaire du tarif de transport des vins en août 1923).

Le *conseil de direction* est composé de 18 membres, à raison de 3 par réseau (le directeur et 2 délégués des conseils d'administration pour les grandes compagnies). C'est un organe exécutif qui prend des décisions sous le contrôle du ministre des Travaux publics.

Un principe centralisateur est en outre posé qui est celui de la

solidarité financière des réseaux; il doit être réalisé par l'institution d'un *fonds commun* destiné à prendre à l'avenir la charge des garanties d'intérêt (sauf relèvement des tarifs et recours au Trésor) et à faire bénéficier la Trésorerie des réseaux déficitaires de l'excédent de recettes des réseaux prospères (convention, art. 15).

Pour éviter que cette solidarité financière, qui limite les dividendes des actionnaires, n'entraîne un relâchement du zèle dans les réseaux, des *primes de bonne gestion* sont instituées dont l'une a pour base le *développement du trafic*, l'autre *l'économie dans les dépenses*; ces primes sont allouées tant aux compagnies qu'à leur personnel.

L'expérience sera juge de la valeur de cette organisation qui a le mérite de décharger l'État de la charge exclusive du déficit du réseau des chemins de fer de l'État et de la charge directe de la garantie d'intérêts pour l'ensemble des réseaux. Cf. *Thévenez et Bleys, Annales des chemins de fer, 1922*.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Décr. 9 février 1920, organisation définitive du réseau.

CODE DE LA ROUTE (police du roulage). — Décr. 31 décembre 1922 (*J. off.* du 6 janv. 1923) modifiant celui du 27 mai 1921 et codifiant les dispositions antérieures (Cf. S., *Lois annotées, 1921, p. 150*).

CONSEILS GÉNÉRAUX. — V. *Loi départementale*.

D

DÉBITS DE BOISSON. — L. 14 novembre 1921 modifiant l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915 sur la limitation des débits de boisson en cas de destruction ou de suspension par faits de guerre (*J. off.*, 15 nov.).

DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE. — Occupation du domaine public communal, redevances, Décr. 17 mai 1921; concession par communes ou syndicat de communes, Décr. 28 juin 1921 portant modification à celui du 17 mai 1908, cahier des charges type (S., *Lois annotées, 1922, p. 565*). — L. 19 juillet 1922 modifiant celle du 15 juin 1906 et permettant à l'administration d'organiser en un syndicat forcé les producteurs et au besoin les distributeurs d'énergie d'une région en vue de construire et d'exploiter un réseau de lignes à haute tension (*J. off.*, 21 juill.).

V. *Permissions de voirie; Syndicat forcé*.

DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS TRAVAILLANT POUR LA DÉFENSE NATIONALE. — L. 3 mai 1921 (S., *Lois annotées, p. 520*). Cf. Duez, *Revue du droit public, 1922, p. 190*.

DOMMAGES DE GUERRE. — L. 31 mai 1921, art. 12-20, modifiant celle du 17 avril 1919 créant des tribunaux départementaux et une commission supérieure des dommages de guerre près le conseil d'État pour les appels des tribunaux départementaux et des conseils de préfecture (*J. off.*, 1^{er} juin).

E

ÉCOLES PUBLIQUES. — Décr. 31 décembre 1921 relatif à l'inspection des écoles publiques par les délégués cantonaux et autres autorités déléguées à la surveillance; elle ne peut jamais porter sur l'enseignement.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. — L. 18 février 1922, réduction du nombre des députés (*J. off.*, 19 fév.)

EMPLOIS RÉSERVÉS (L. 30 janv. 1923, *J. off.*, 7 fév.). — La pratique qui consiste à réserver des emplois civils aux militaires a commencé avec les lois du 21 mars 1905, des 7 et 8 août 1913; elle a d'abord été conçue comme un moyen d'assurer des engagements ou des rengagements destinés à fournir des sous-officiers, et la dernière loi militaire du 1^{er} avril 1923 utilise encore largement ce moyen. Mais, depuis la guerre de 1914, cette même pratique a été envisagée comme devant fournir un supplément de ressources aux invalides de guerre déjà pensionnés et à titre de complément de la pension. La loi du 30 janvier 1923, longtemps attendue par les mutilés, est venue créer à leur profit *un droit de préférence*, non seulement vis-à-vis des candidats civils, mais même vis-à-vis des candidats militaires, simples sous-officiers rengagés.

Ce droit de préférence présente les principaux caractères suivants :
1^o Il est temporaire et ne pourra être exercé en principe sur la totalité des emplois réservés que pendant un délai de cinq ans à partir de la publication du règlement d'administration publique rendu pour l'exécution de la loi; passé ce délai, il ne s'exercera plus pendant un nouveau délai de cinq ans que suivant un pourcentage fixé par le règlement d'administration publique ;

2^o Les emplois réservés sont déterminés par des tableaux annexés à la loi en ce qui concerne les emplois de l'État, des établissements publics, des départements, de la ville de Paris, de l'Algérie, des colonies (art. 1^{er}), des communes de plus de 5.000 habitants en France, en Algérie et aux colonies (art. 8); de plus, à l'avenir, aucune entreprise industrielle ou commerciale ne pourra obtenir une concession, un monopole ou une subvention d'aucune administration publique qu'à la condition de réserver aux invalides de guerre un certain nombre d'emplois à déterminer au cahier des charges (art. 7);

3° Les emplois réservés seront *demandés par les invalides de guerre* suivant une procédure déterminée aux articles 2 et 5 qui comprend *un examen des aptitudes physiques et professionnelles* des candidats dont les conditions seront posées par le règlement d'administration publique et *un classement* des candidats aux emplois arrêté par le ministre des Pensions sur la proposition d'une commission dont la composition est déterminée par l'article 4. — Il y a des règles sur la priorité dans le classement, elles sont déterminées par l'article 4. Les nominations aux emplois, le classement, la décision du ministre sur l'aptitude physique, sont susceptibles de recours contentieux au Conseil d'État introduits dans le délai d'un mois, sans ministère d'avocat, dispensés du timbre et sans frais, jugés dans le délai de trois mois;

4° Au cas où aucun candidat ne serait classé pour un emploi réservé, le ministre des Pensions en donne avis, d'une part à l'Office national des mutilés de guerre, d'autre part à l'administration intéressée qui peut dès lors pourvoir à la nomination à titre temporaire pendant une période de six mois, et à titre définitif à l'expiration de cette période (art. 5). Règles spéciales pour les recettes buralistes, *eod*;

5° Aux invalides de guerre, il faut joindre comme bénéficiaires du droit de préférence les veuves de guerre et les orphelins de la guerre, dans les termes des articles 9 à 11, et les victimes civiles de la guerre visées aux lois du 24 juin 1919 et du 31 mars 1919 (art. 12);

6° Les bénéficiaires de la présente loi pourront indiquer dans leur demande les départements où ils préfèrent établir l'emploi qu'ils postulent.

Bien entendu, et comme il n'y a sur ce point aucune disposition dans la loi, les invalides de guerre pourvus d'un emploi réservé sont, comme tout fonctionnaire public, soumis à la discipline hiérarchique et au pouvoir disciplinaire de l'administration; ils sont d'autant plus obligés d'accomplir les devoirs de leur fonction qu'ils ont subi un examen d'aptitudes physiques et professionnelles; il n'y a pas pour eux de garantie spéciale contre la révocation; il convient seulement d'observer que les conditions dans lesquelles les emplois sont attribués rendent difficile de prononcer des mutations d'emplois.

EMPRUNTS MUNICIPAUX ET DÉPARTEMENTAUX. — V. L. municipale et départementale.

EXPROPRIATION. — L. 17 juillet 1921 (*J. off.*, 20 juill.) continuant la transformation de la loi du 3 mai 1841, déjà commencée par les lois du 21 avril 1914 et 6 novembre 1918.

Cette loi contient trois séries de dispositions :

1° Des modifications à la composition du jury d'expropriation et à la procédure devant le jury (art. 1^{er});

2° La règle que, dans les cas d'expropriation pour cause de plus-value, le jury prononce successivement sur l'indemnité due pour la plus-value dépassant 15 p. 100 et sur l'indemnité due pour l'expropriation éventuelle (art. 1^{er});

3° Enfin une innovation, l'*expropriation conditionnelle*, qui permet à l'administration expropriante de faire fixer le prix par le jury avant de faire prononcer l'expropriation et la met ainsi en état d'apprécier les frais d'une opération avant de s'y engager; les détails de cette nouvelle procédure se trouvent dans l'article 2 de la loi; on remarquera que si, devant l'évaluation du jury, l'administration renonce à poursuivre l'expropriation, une indemnité pour dommage est allouée au propriétaire.

Cette procédure de l'expropriation conditionnelle s'applique au cas de l'expropriation pour cause de plus-value, sauf certaines modifications (art. 2 *in fine*).

Voici maintenant le texte de la loi :

ARTICLE PREMIER. — Le § 2 de l'article 14 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois du 21 avril 1914 et du 6 novembre 1918, est supprimé.

Les dispositions de l'article 6, du § 2 de l'article 19, du § 1 de l'article 30, du § 1 de l'article 33, des §§ 8 et 9 de l'article 34, de l'article 35, du § 2 de l'article 39, du § 1 de l'article 41, du § 1 de l'article 42, des §§ 3 et 5 de l'article 53, sont remplacées par celles qui suivent :

« Art. 6. — Le délai fixé à l'article précédent ne court qu'à dater de l'avertissement, qui est donné collectivement aux parties intéressées, de prendre communication du plan déposé à la mairie.

» Cet avertissement est publié à son de trompe ou de caisse dans la commune, et affiché tant à la principale porte de la mairie qu'à un autre endroit, apparent et fréquenté du public, qui sera désigné par arrêté municipal.

» Il est, en outre, inséré dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans l'un des journaux du département.

» Art. 19 (§ 2). — Cependant, l'administration peut, sauf le droit des tiers, et sans accomplir les formalités ci-dessus tracées, payer les acquisitions dont la valeur ne s'élèverait pas au-dessus de mille cinq cents francs (1.500 francs).

» Art. 30 (§ 1). — Toutes les fois qu'il y a lieu de recourir à un jury spécial, la première chambre du tribunal civil de l'arrondissement de la situation des biens choisit, en chambre du conseil, sur la liste dressée en vertu de l'article précédent, quatorze personnes qui formeront la liste de session du jury spécial chargé de fixer définitivement le montant de chaque indemnité.

» Art. 30 (§ 3). — Sauf pour le département de la Seine et le territoire de Belfort, la liste de session ne peut pas comporter plus de trois jurés de la liste de l'arrondissement où sont situés les immeubles expropriés.

Pour le département de la Seine et le territoire de Belfort, la liste ne peut pas comporter plus de trois jurés ayant leur domicile réel dans l'arrondissement municipal ou le canton où sont situés les immeubles expropriés.

» *Art. 33* (§ 1). — Dans le cas où, par suite des empêchements, des exclusions, des incompatibilités ou des dispenses prévus à l'article 30, le nombre des personnes appelées à composer le jury est inférieur à dix, le magistrat directeur choisit, sur la liste départementale dressée en vertu de l'article 29, autant de personnes qu'il est nécessaire pour compléter le nombre de dix et les convoque d'urgence.

» *Art. 34* (§ 8). — Le magistrat directeur procède, par voie de tirage au sort, à la réduction des jurés, au nombre de huit, si le droit de récusation n'est pas exercé ou si les récusations prononcées ne suffisent pas à réaliser cette réduction.

» *Art. 34* (§ 9). — Sauf pour le département de la Seine et le territoire de Belfort, il ne peut y avoir dans le jury de jugement plus de deux jurés de l'arrondissement de la situation des immeubles expropriés. Pour le département de la Seine et le territoire de Belfort, il ne peut pas y avoir plus de deux jurés ayant leur domicile réel dans l'arrondissement municipal ou le canton où sont situés les immeubles expropriés.

» *Art. 35*. — Le jury spécial n'est constitué que lorsque les huit jurés sont présents.

» Les jurés ne peuvent délibérer valablement qu'au nombre de six au moins, non compris le magistrat directeur président.

» *Art. 39* (§ 2). — A l'égard des immeubles dont l'expropriation serait poursuivie pour cause de plus-value, le jury prononce successivement sur l'indemnité due pour la plus-value dépassant quinze pour cent (15 p. 100) et sur l'indemnité due pour l'expropriation éventuelle.

» *Art. 41* (§ 1). — La décision du jury, signée des membres qui y ont concouru, est lue par le magistrat directeur, qui la déclare exécutoire, statue sur les dépens, et, sous réserve de ce qui est dit à l'article 14, § 2, envoie l'administration en possession de la propriété, à charge par elle de se conformer aux dispositions des articles 53, 54 et suivants.

» *Art. 42* (§ 1). — La décision du jury et l'ordonnance du magistrat directeur ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation et seulement pour violation du § 1 de l'article 30, de l'article 31, des §§ 2 et 4 de l'article 34, des articles 35, 36, 37, 38, 39, 40, du § 4 de l'article 48, des articles 78, 79 et 80.

» *Art. 53* (§ 3). — S'il s'agit de travaux exécutés par l'État ou le département ou la commune, les offres réelles pourront s'effectuer au moyen d'un mandat égal au montant de l'indemnité réglée par le jury, déduction faite de la part des frais et dépens mis à la charge des expropriés, conformément à l'article 20. Ce mandat, délivré par l'ordonnateur compétent, visé par le payeur, sera payable sur la caisse publique qui s'y trouvera désignée.

» *Art. 53* (§ 5). — Les dispositions insérées au § 2 de l'article 19 sont applicables au paiement des indemnités fixées par le jury dont le montant ne s'élèverait pas au-dessus de quinze cents francs (1.500 francs). »

ART. 2. — Le titre VIII de la loi sera intitulé : « De l'expropriation conditionnelle », et sera rédigé comme suit :

« Art. 77. — L'arrêté de cessibilité prévu par l'article 11 pourra être précédé d'un arrêté de réunion du jury d'expropriation, pris par le préfet, sur la demande de l'administration expropriante, au cas où cette administration déclarerait ne vouloir poursuivre l'expropriation qu'après fixation préalable du montant des indemnités.

» Art. 78. — L'arrêté de réunion du jury est transmis par le préfet au président du tribunal qui serait appelé à prononcer l'expropriation, lequel fera désigner par le tribunal, en chambre du conseil, le magistrat directeur du jury. Le jury sera constitué et convoqué dans les formes prévues par les articles 29, 30 et 31. Il procédera aux opérations de fixation des indemnités auxquelles donnerait droit l'expropriation éventuelle, ainsi qu'il est dit aux articles 32 à 40 inclus, et suivant les conditions indiquées au titre IV, chapitre III, et il décidera, pour chacun des intéressés contre lesquels la procédure a été suivie l'indemnité qui lui sera allouée au cas où l'autorité expropriante ne poursuivrait pas l'expropriation. Cette dernière indemnité ne pourra être supérieure ni à 1 p. 100 de celle déterminée pour le principal ni au total à 5.000 francs.

» Art. 79. — L'arrêté de réunion du jury est publié, affiché et notifié comme il est prescrit à l'article 15 pour le jugement d'expropriation. Sa notification entraîne, pour chacun des propriétaires qui y sont visés, ainsi que pour l'administration, les obligations prescrites par les articles 21 à 28 inclus.

» Art. 80. — La décision du jury est signée par les membres qui y ont concouru. Le magistrat directeur statue sur les dépens et transmet la décision au préfet; il taxe les dépens ainsi qu'il est dit à l'article 41.

» Art. 81. — Dans le mois qui suit la décision du jury, le préfet la notifie à l'autorité expropriante et l'invite à déclarer, dans les délais qui lui sont impartis, si elle entend poursuivre l'expropriation. Dans tous les cas, si ladite autorité n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trois mois à dater de la décision du jury, elle est considérée comme renonçant à poursuivre l'expropriation.

» Art. 82. — Si l'autorité expropriante déclare qu'elle entend poursuivre l'expropriation, le préfet, par un arrêté motivé, détermine les propriétés qui doivent être cédées, ainsi qu'il est dit à l'article 11. La procédure de l'expropriation se poursuit ensuite suivant les formes fixées par les articles 13 à 20 inclus; le président du tribunal déclare exécutoire la décision du jury et envoie l'administration en possession de la propriété, à charge par elle de se conformer aux dispositions des articles 53 et 54.

» Art. 83 (ancien art. 84). — La même procédure s'appliquera, sauf les modifications ci-après, dans tous les cas où une expropriation serait poursuivie pour cause de plus-value. Dans les huit jours qui suivront la décision du jury, le propriétaire devra opter entre l'indemnité de plus-value et l'indemnité d'expropriation, faute de quoi l'indemnité de plus-value sera censée avoir été préférée. Si le propriétaire opte pour l'indemnité d'expropriation, l'administration pourra, dans un délai de huit jours à dater de la notification de l'option, faire connaître qu'elle renonce à poursuivre

l'expropriation, et cette renonciation ne donnera pas droit à l'indemnité spéciale prévue par l'article 78; à défaut de renonciation dans ce délai, le préfet prendra l'arrêté de cessibilité, et la procédure se poursuivra comme il est dit à l'article 84 ».

ART. 3. — Les dispositions finales insérées sous le titre VIII deviendront le titre IX, et l'article unique de ce titre deviendra l'article 84 de ladite loi.

Expropriation des immeubles atteints par faits de guerre. — L. 20 avril 1922 (*J. off.*, 26 avril).

F

FÊTE NATIONALE (Anniversaire du 11 nov. 1918). — L. 24 octobre 1922, art. 1^{er} : « La République française célèbre annuellement la commémoration de la victoire et de la paix »; art. 2 : Cette fête sera célébrée le 11 novembre, jour de l'anniversaire de l'armistice; le 11 novembre sera jour férié »; art. 3 : « La loi du 13 juillet 1905 ne sera pas applicable. »

FONCTIONNAIRES. — 1^o *Saisie des petits traitements.* L. 27 juillet 1921 (Code du travail), S., *Lois annotées*, 1922, p. 634; 2^o L. 6 octobre 1919, art. 10, complétant l'article 175 du Code pénal et punissant le *fonctionnaire chargé du contrôle direct d'une entreprise privée qui prend un intérêt dans cette entreprise* avant l'expiration d'un délai de cinq ans depuis l'expiration de ses fonctions; 3^o *fonctionnaires mariés, rapprochement des deux conjoints.* L. 30 décembre 1921 (*J. off.*, 31 déc.).

FORÊTS DE PROTECTION. — L. 28 avril 1922 créant un régime forestier spécial pour les forêts appartenant à des particuliers sur les pentes des montagnes; il y a lieu à un classement (V. le texte, *J. off.*, 4 mai).

G

GAZ (Concessions d'éclairage au). — L. 22 juillet 1923 déterminant les spécifications relatives à la qualité du gaz qui pourront être introduites dans les cahiers des charges des concessions gazières ou contrats de fournitures ou distribution de gaz de houille et permettant d'astreindre les producteurs de gaz à en extraire divers produits.

ARTICLE PREMIER. — A dater de la promulgation de la présente loi, dans toute convention nouvelle ou modifiée, relative à la fabrication, à la fourniture ou à la distribution du gaz de houille, la qualité du gaz à fournir ou à distribuer devra être caractérisée exclusivement par son pouvoir calorifique à pression constante, eau condensée. Le minimum de ce pouvoir exigé ne pourra être supérieur à 4.500 calories par mètre cube mesuré à

sec à 0 degré centigrade et sous pression de 760 millimètres de mesure, ni être inférieur à 3.500 calories.

Toutefois, par dérogation aux stipulations qui viennent d'être formulées, si les circonstances locales, les installations existantes ou le voisinage de fours à coke justifient, sans charges anormales pour l'exploitation, la distribution d'un gaz de pouvoir calorifique moindre, le pouvoir exigé ne pourra être ni supérieur à 4.000 calories, ni inférieur à 3.000 calories par mètre cube, mesuré comme il est indiqué ci-dessus.

En cas de désaccord ou de doute sur l'application de cette dérogation, il sera statué par un arrêté concerté entre les ministres de l'Intérieur, du Commerce et de la Guerre, après avis du comité consultatif des arts et manufactures et du comité consultatif des distributions d'éclairage par le gaz.

ART. 2. — Tout exploitant d'une usine à gaz de houille ou de fours à coke pourra, par arrêté concerté des ministres du Commerce et de la Guerre, pris, lorsqu'il s'agira d'une entreprise de service public concédée ou en régie, sur avis conforme du ministre de l'Intérieur, être astreint à extraire du gaz à livrer par lui, les divers produits chimiques ou carburants contenus dans ce gaz et qui seront nécessaires à l'industrie ou à la consommation ou à des fabrications intéressant la défense nationale.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie ainsi qu'aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — L. 5 décembre 1922 contenant la codification de toutes les dispositions antérieures sur cette importante matière (*J. off.*, 10 déc.).

HEURE LÉGALE. — L. 24 mai 1923 :

ARTICLE PREMIER. — L'heure légale, fixée par la loi du 9 mars 1911, sera chaque année, et sous réserve des modalités qui font l'objet des articles 2, 3 et 4, avancée de soixante minutes, du dernier samedi de mars, à vingt-trois heures, au premier samedi d'octobre, à vingt-quatre heures. Toutefois, en cas d'entente avec les nations alliées voisines, le gouvernement pourra reporter la première date au troisième samedi d'avril et la seconde au troisième samedi de septembre.

ART. 2. — Le ministre des Travaux publics devra apporter, sur les réseaux d'intérêt général, aux horaires des trains de début et de fin de journée, d'ouvriers et de denrées, les modifications rendues nécessaires par le changement d'heure et compatibles avec le service général des chemins de fer. Il devra également apporter aux heures d'ouverture et de fermeture des gares de petite vitesse les modifications nécessaires.

ART. 3. — Dans les communes qui en feront la demande, les préfets fixeront les heures d'ouverture et de fermeture des écoles, de manière à tenir compte des habitudes locales et des intérêts des populations rurales.

ART. 4. — Les préfets fixeront les heures d'ouverture et de fermeture des foires et marchés, halles et marchés publics communaux, ainsi que les

horaires des chemins de fer d'intérêt local et des services d'autobus, de façon à assurer le ravitaillement de ces foires et marchés, ainsi que l'expédition des produits vendus, en tenant compte des nécessités de la vie rurale.

HOPITAUX ET HOSPICES. — L. 14 février 1921, prix de journée à payer par les communes, les départements et l'État en exécution des lois d'assistance (S., *Lois annotées*, 1921, p. 111).

I

IMPOTS. — 1^o *Contributions directes, rôles, exigibilité, délai de réclamation* (L. 31 déc. 1921, art. 18-20).

ART. 18. — L'article 146 de la loi du 3 frimaire an VII et l'article 13 de la loi du 31 décembre 1918 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les contributions directes, les taxes assimilées, l'impôt général sur le revenu, ainsi que les impôts cédulaires recouvrés comme en matière de contributions directes, sont exigibles mensuellement à partir du premier jour du mois qui suit la publication du rôle, et en autant de fractions égales qu'il reste de mois à courir depuis ce jour jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, lorsque le rôle a été publié postérieurement au 31 août, les contributions sont exigibles mensuellement en quatre fractions égales.

» Si, à la date où la moitié au moins des fractions calculées conformément à la règle ci-dessus est devenue exigible, le contribuable ne s'est pas acquitté du montant des fractions échues, il peut être poursuivi pour la totalité de la contribution.

» Ces dispositions ne s'appliquent pas dans tous les cas où l'exigibilité de l'impôt est déterminée par les dispositions législatives spéciales. »

ART. 19. — La publication des rôles de contributions directes, effectuée dans les formes prévues par la loi du 4 messidor an VII (art. 5), aura lieu le troisième dimanche qui suivra la remise de ces rôles au percepteur.

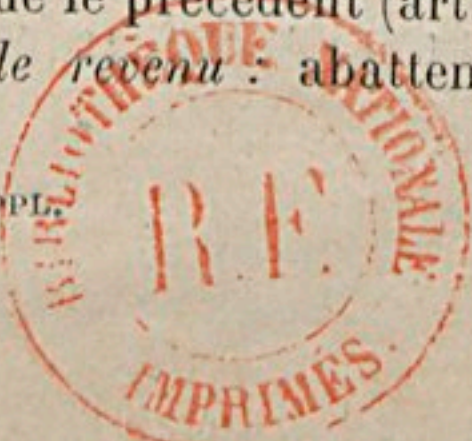
ART. 20. — Le délai de trois mois, fixé pour les réclamations par l'article 28 de la loi du 21 avril 1832 et l'article 8 de la loi du 4 août 1844, part du premier jour du mois qui suit la publication du rôle.

2^o L. 30 mars 1923, art. 6 à 8 (*J. off.*, 31 mars) :

a) *Impôt sur les traitements et salaires* : abattement de base de 6.000 francs porté à 6.500 dans les communes de plus de 500.000 habitants et à 7.000 francs dans le département de la Seine; en outre, la fraction comprise entre le minimum exempté et 8.000 sera comprise pour moitié : déduction de 3.000 francs pour la femme, de 2.000 francs par enfant au-dessous de 18 ans et de 1.500 francs par personne à la charge; taux de l'impôt, 6 p. 100 (art. 6);

b) *Impôts sur les revenus des professions commerciales et non commerciales* : mêmes bases que le précédent (art. 7);

c) *Impôt général sur le revenu* : abattement de base porté à 7.000 francs.



L

LOI DÉPARTEMENTALE. — L. 20 septembre 1919, emprunts départementaux à l'étranger (S., *Lois annotées*, 1922, p. 482); L. 29 mars 1923. *Session d'avril des conseils généraux* :

ARTICLE UNIQUE. — Le § 3 de l'article 23 de la loi du 10 août 1871, relative aux conseils généraux, est modifié ainsi qu'il suit :

« L'ouverture de la première session annuelle aura lieu l'avant-dernier lundi d'avril. Si cette date est un jour férié, l'ouverture de la session sera reportée de plein droit au lendemain. »

LOI MUNICIPALE. — 1° L. 29 septembre 1919, *emprunts municipaux à l'étranger* (S., *Lois annotées*, 1922, p. 482); 2° *emprunts municipaux dépassant 3 millions*. L. 15 novembre 1922 modifiant l'article 143 de la loi municipale :

ARTICLE UNIQUE. — Le § 2 de l'article 143 de la loi du 5 avril 1884 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est également statué par un décret rendu en Conseil d'État, si la somme à emprunter dépasse 3 millions, ou si, réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés, elle dépasse 3 millions, quelle que soit, d'ailleurs, la durée de l'amortissement de l'emprunt. »

3° L. 22 juin 1923 modifiant l'article 156 de la loi municipale relatif aux *receveurs municipaux* :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 156 de la loi du 5 avril 1884 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le percepteur exerce les fonctions de receveur municipal dans toutes les communes dont les revenus ordinaires n'ont pas dépassé 1 million de francs pendant trois années consécutives.

» Néanmoins, dans les communes dont les revenus ordinaires excèdent 500.000 francs pendant trois années consécutives, ces fonctions peuvent être confiées, sur la demande du conseil municipal, à un receveur municipal spécial.

» Le receveur spécial est nommé sur une liste de trois noms présentée par le conseil municipal.

» Il est nommé par le préfet dans les communes dont le revenu ne dépasse pas 500.000 francs et par le président de la République, sur la proposition du ministre des Finances, dans les communes dont le revenu ordinaire est supérieur.

» En cas de refus, le conseil municipal doit faire de nouvelles présentations. »

4° L. 25 juin 1923 modifiant le nombre *des adjoints au maire des arrondissements de Paris* :

ARTICLE PREMIER. — Le § 1 de l'article 16 de la loi du 14 avril 1871 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il y a un maire et plusieurs adjoints pour chacun des vingt arrondissements de Paris; le nombre des adjoints est de trois au moins et de cinq au plus dans les arrondissements où la population est inférieure à 120.000 habitants; il est de cinq au moins et de sept au plus dans ceux où elle est égale ou supérieure à ce chiffre. »

ART. 2. — La loi du 9 août 1882 est abrogée.

5° *Budgets des villes.* — L. 25 mars 1922 modifiant les articles 145 et 149 de la loi municipale, l'approbation du budget n'est plus de la compétence du chef de l'État qu'à partir d'un revenu de 9 millions.

M

MINES. — L. 16 décembre 1922 portant modification de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 en ce qui concerne les gisements miniers, les travaux et permis de recherche, la redevance à l'État, la taxe sur les produits bruts, les formalités de la concession, les droits d'occupation de l'exploitant, le taux applicable à toutes les concessions minières, y compris celles d'hydrocarbures. — La loi du 21 avril 1810 sur les mines avait déjà été profondément modifiée par celle du 9 septembre 1919 en ce qui concerne l'amodiation des mines, c'est-à-dire, le régime des concessions rendues temporaires avec participation de l'État aux bénéfices (V. mon *Précis*, 10^e édit., p. 777 et s.); notre loi du 16 décembre 1922 continue la revision de la loi de 1810 en ce qui concerne les objets suivants :

1° **Énumération légale des gisements miniers qui peuvent être transformés en mines ayant une existence juridique.** — ART. 1^{er}. — L'article 2 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines est modifié de la façon suivante : « Seront considérées comme mines celles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, du pétrole ou des gaz combustibles, de l'alun et des sulfates à base métallique. Les concessions d'hydrocarbure existantes ne s'étendent au pétrole et aux gaz combustibles que si ces produits sont nommément désignés dans l'acte de concession. » Sont ajoutés le plomb, le fer, le pétrole et les gaz combustibles.

2° **Permis de recherche.** — ART. 2. — L'article 10 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines est modifié comme suit :

« § 1. — Nul ne peut faire de travaux de recherches pour découvrir des mines dans un terrain qui ne lui appartient pas que du consentement du propriétaire de la surface ou avec l'autorisation du gouvernement.

» Dans le second cas, l'autorisation est donnée par décret sur l'avis des ingénieurs des mines et du préfet après une instruction dans laquelle le

propriétaire aura été mis en demeure de présenter ses observations. Cette mise en demeure sera faite par une notification du maire, ou, à défaut par voie d'affiches et de publications, conformément aux dispositions du règlement d'administration publique prévu ci-après : *L'explorateur autorisé par décret et le titulaire du permis exclusif de recherches dont il est question au § 2 ci-après ne peuvent occuper une parcelle de terrain qu'après avoir payé ou fourni caution de payer au propriétaire de la parcelle une indemnité qui, à défaut d'entente, est réglée conformément à l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 modifié par l'article 5 de la présente loi.*

» § 2. — Pour les recherches de pétrole et de gaz combustibles, il peut être institué, après une enquête spéciale où tous les intéressés sont appelés à présenter leurs observations, un *permis exclusif de recherches* conférant au titulaire le droit d'exécuter des sondages dans un périmètre déterminé, à l'exclusion de toute autre personne, y compris les propriétaires du terrain. Le permis est accordé, après avis du conseil général des mines, par un décret qui est affiché aux frais du permissionnaire. Sa durée, fixée par le décret, n'excède pas deux ans; elle peut être prorogée pour un laps de temps n'excédant pas un an, par arrêté du ministre, sur l'avis du Conseil général des mines.

» La superficie des permis exclusifs de recherches ne pourra dépasser 5.000 hectares

» Une même personne pourra être simultanément titulaire de plusieurs permis exclusifs de recherches, à condition que les limites de ces différents permis soient distantes de plus de 10 kilomètres.

» Le titulaire du permis exclusif est tenu, à peine de déchéance :

» 1° De payer à l'État une redevance fixe annuelle de 3 francs par hectare de terrain compris dans le périmètre;

» 2° De se conformer aux conditions énoncées dans le décret ou dans l'arrêté ministériel, en ce qui touche notamment l'importance et la continuité des travaux à exécuter, ainsi que les délais dans lesquels ils devront être commencés.

» La redevance dont il est question ci-dessus sera due depuis le 1^{er} du mois qui suivra celui au cours duquel aura été délivré le permis jusqu'à la fin du mois où il aura cessé d'être valable.

» Elle sera imposée et recouvrée comme la redevance fixe des mines, et les réclamations seront présentées et jugées comme en matière de contributions directes.

» Le propriétaire d'une concession d'hydrocarbures a droit, par préférence, dans l'étendue de sa concession, à l'obtention d'un permis exclusif pour la recherche des produits hydrocarbonés dont il n'est pas concessionnaire.

» Si une demande de permis de recherches de pétrole ou gaz combustibles est présentée par un demandeur pour s'exercer dans le périmètre d'une concession d'autres hydrocarbures, le droit de préférence accordé par le paragraphe précédent au titulaire de la concession sera réputé caduc, s'il ne s'est pas exercé dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'enquête prévue au présent article.

» A défaut pour le concessionnaire de faire valoir ce droit, ou s'il en est

déchu pour non-renouvellement du permis ou inexécution des obligations qu'il lui impose, les demandes de permis de recherches, présentées par des tiers, sont recevables. »

3° Taxe de 10 p. 100 de la valeur des produits bruts à la charge des explorateurs d'hydrocarbures ou de gaz combustibles. — ART. 3. — Les explorateurs ont le droit de disposer librement des hydrocarbures ou gaz combustibles extraits de leurs recherches, moyennant le paiement d'une taxe de 10 p. 100 de la valeur des produits bruts, fixée par évaluation administrative.

Cette taxe de 10 p. 100 est répartie de la façon suivante :

Part de l'État, 7,50 p. 100; part du département, 1,25 p. 100; part des communes, 1,25 p. 100; le défaut de paiement de la taxe entraîne, pour le permissionnaire, la déchéance du droit de disposer de ses produits.

4° Conditions auxquelles le titulaire d'un permis de recherche exclusif d'hydrocarbures a droit à l'obtention de la concession. — ART. 4. — L'article 16 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines est complété de la manière suivante :

« Le titulaire d'un permis de recherche exclusif d'hydrocarbures liquides ou gazeux a droit à l'obtention de la concession dont le périmètre sera déterminé par le gouvernement s'il satisfait aux deux conditions suivantes :

» 1° Avoir, pendant la période de validité du permis, fourni la preuve de l'existence d'un gisement d'hydrocarbures à l'intérieur du périmètre de ce permis et présenté une demande de concession; en cas de contestation sur l'existence du gisement, il sera statué sur avis conforme du conseil général des mines;

» 2° Avoir accepté un cahier des charges conforme au cahier des charges type des concessions minières; le cahier des charges devra contenir en son article 28 une disposition imposant au concessionnaire l'obligation d'effectuer un minimum annuel de travaux. »

5° Occupation des terrains par le concessionnaire de mines, l'explorateur autorisé par le gouvernement, le titulaire d'un permis exclusif de recherches. Déclarations d'utilité publique de travaux de chemins de fer et de canaux miniers. — ART. 5. — L'article 43, §§ 1 et 2, et l'article 44 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880, sont modifiés comme suit :

» Art. 43. — Le concessionnaire peut être autorisé, par arrêté préfectoral, pris après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations, à occuper dans le périmètre de sa concession les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement des routes, des chemins de fer ou des canalisations destinés au transport des produits extraits, ne modifiant pas le relief du sol.

» Les mêmes autorisations peuvent être accordées dans les formes prévues au paragraphe ci-dessus :

» 1° A l'explorateur autorisé par le gouvernement pour l'exécution de ses travaux d'exploration;

» 2° Au titulaire d'un permis exclusif de recherches pour l'exécution, à l'intérieur du périmètre de son permis, de ses travaux d'exploration et des installations destinées à la conservation et à l'évacuation des produits extraits.

» Si les travaux ne sont que passagers, et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

» *Art. 44.* — Un décret rendu en Conseil d'État peut déclarer d'utilité publique les canaux, les chemins de fer, les canalisations destinés au transport des produits extraits, modifiant le relief du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre de la concession, ainsi que les canaux, les chemins de fer, les canalisations destinés au transport des produits extraits, les routes nécessaires à la mine et les travaux de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux à exécuter en dehors du périmètre, pourront être affectées à l'usage public, dans les conditions établies par le cahier des charges.

» Dans le cas prévu par le présent article, les dispositions de la loi du 3 mai 1844, relatives à la possession des terrains et au règlement des indemnités, seront appliquées. »

6° Redevance proportionnelle. — *ART. 6.* — La répartition de la redevance proportionnelle fixée par l'article 53 de la loi du 21 juillet 1917, déjà modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1920, est fixée comme suit en ce qui concerne les concessions de pétroles et gaz combustibles :

Part de l'État, 15 p. 100 ;

Part du département, 2,50 p. 100 ;

Part des communes, 2,50 p. 100.

La fraction de la redevance proportionnelle ci-dessus et de la taxe instituée par l'article 3, qui sera perçue au profit des communes, sera divisée en deux portions égales : l'une d'elles sera attribuée au fonds commun prévu par l'article 4 de la loi du 8 avril 1910, l'autre portion sera attribuée à la commune sur laquelle l'extraction a lieu ; au cas où il y aurait plusieurs communes ou départements intéressés, ladite portion, ainsi que la part des redevances et taxes attribuées au département, seront réparties au prorata des tonnages extraits par les puits et sondages existant sur le territoire de chaque commune ou département.

7° Dispositions diverses. — *ART. 7.* — La présente loi est applicable à l'Algérie, sous réserve des deux modifications suivantes :

1° Les droits attribués au ministre par l'article 2 pour le renouvellement des permis exclusifs de recherches sont exercés par le gouverneur général ;

2° La redevance de 3 francs par hectare, instituée par le même article, est perçue au profit de l'Algérie.

ART. 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

MINES DE POTASSE D'ALSACE. — L. 26 mars 1921 (*J. off.*, 5 avril). Acquisition par l'État, sauf amodiation par une loi ultérieure.

MONUMENTS HISTORIQUES ET OBJETS D'ART MOBILIERS. — L. 31 décembre 1921, art. 33-39, modifiant la loi du 31 décembre 1913 (*J. off.*, 1^{er} janv. 1922).

1° **Objets mobiliers. Inventaire.** — *ART. 33.* — Il sera dressé un état des

objets mobiliers propriétés privées existant en France à la promulgation de la présente loi, et qui, connus comme présentant un intérêt exceptionnel d'histoire ou d'art, seraient de nature à figurer dans les collections nationales.

L'inscription sur cet état sera notifiée au propriétaire et entraînera pour lui l'obligation d'aviser le ministre des Beaux-Arts de tout projet d'aliénation concernant l'objet inventorié.

Le ministre devra, dans un délai de quinze jours pleins à dater de la notification qui lui sera faite dudit projet, faire connaître à l'intéressé s'il entend, soit poursuivre l'acquisition de l'objet, soit provoquer son classement dans les conditions prévues par l'article 35 de la présente loi.

Les prescriptions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux objets importés postérieurement à la promulgation de la présente loi.

[Sur l'exportation des objets d'art et d'ameublement et sur l'abrogation partielle de la loi du 31 août 1920, V. art. 29 à 32 de la présente loi.]

2° Classement des objets. — ART. 34. — L'article 34 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est complété ainsi qu'il suit :

« Sont applicables aux objets mobiliers les dispositions de l'article 1^{er}, § 3, de ladite loi. »

ART. 35. — Le § 2 de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1913 est ainsi modifié :

« A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'État, dans les conditions prévues par l'article 5, § 2. »

ART. 36. — En cas de vente publique de curiosités, antiquités, livres anciens et tous objets de collections, de peintures, aquarelles, pastels, dessins, sculpture originale et de tapisseries anciennes, il sera perçu, au profit de la Caisse des monuments historiques, une taxe spéciale de 1 p. 100. La perception de cette taxe est confiée à l'Administration de l'enregistrement. Elle est soumise aux règles qui gouvernent l'exigibilité, la restitution et le recouvrement de la taxe de 10 p. 100, édictée par les articles 58 et 71 de la loi du 25 juin 1920.

3° Droit de préemption de l'État. — ART. 37. — L'État pourra exercer, sur toute vente publique d'œuvres d'art, un droit de préemption par l'effet duquel il se trouvera subrogé à l'adjudicataire. La déclaration faite par le ministre des Beaux-Arts qu'il entend éventuellement user de son droit de préemption sera formulée, à l'issue de la vente, entre les mains de l'officier public ou ministériel dirigeant les adjudications. La décision du ministre devra intervenir dans le délai de quinze jours.

ART. 38. — Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application des articles 33 à 37.

ART. 39. — Les dispositions contenues dans les articles 29 à 38 pourront être étendues à l'Algérie par un règlement d'administration publique, qui déterminera dans quelles conditions et suivant quelles modalités elles y seront applicables.

Caisse nationale des monuments historiques. — L. 10 juill. 1914; D. règl. 22 octobre 1921. S., *Lois annotées*, 1922, p. 613.

MUSÉES NATIONAUX (Conseil des). — Réorganisation. L. 18 août 1920 (S., *Lois annotées*, 1922, p. 590).

O

OBJETS D'ART. — V. *Monuments historiques*.

OCTROIS, suppression, taxes de remplacement. — Le mouvement de suppression des octrois et de leur remplacement par des taxes municipales directes s'est accentué. V. à titre d'exemple L. 23 décembre 1921, *Blois* (*J. off.*, 24 déc.); L. 24 déc. 1921, *commune d'Hellemmes* (*J. off.*, 25 déc.); *ibid.*, *commune de Rives*; L. 31 déc. 1921, *Bourgoin* (*J. off.*, 6 janv. 1922); L. 16 fév. 1922, *Charleville* (*J. off.*, 17 fév.); L. 3 juill. 1922, *Commercy* (*J. off.*, 4 juill.); *ibid.*, *Grenoble*; *ibid.*, *Saint-Chamond*; L. 22 nov. 1922, *Aigues-Mortes* (*J. off.*, 26 nov.); L. 10 janv. 1923, *Fontenay-le-Comte* (*J. off.*, 13 janv.); L. 12 janv. 1923, *Privas* (*J. off.*, 14 janv.).

OFFICES AGRICOLES, en vue de l'intensification de la production. L. 6 janvier 1919; D. 25 avril 1919; D. 18 juin 1919; D. 15 mai 1921 (V. S., *Lois annotées*, 1922, p. 699 et s.).

OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET DES INVENTIONS. — Établissement public créé auprès du ministère de l'Instruction publique. L. 29 décembre 1922 (*J. off.*, 30 déc.).

P

PENSIONS ET RETRAITES. — 1° *Pensions militaires, veuves de guerre, majorations pour enfants*. L. 15 juillet 1922 modifiant les articles 19 et 20 de la loi du 31 mars 1919 (*J. off.*, 16 juill.); L. 15 mars 1923 abrogeant l'article 23, § 3, de la loi du 31 mars 1919 (*J. off.*, 16 mars); 2° *Retraites ouvrières et paysannes*. L. 18 avril 1922 sur les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 10.000 francs, mais ne dépasse pas 12.000 francs (*J. off.*, 26 avril); 3° *Retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways*. L. 22 juillet 1922 (*J. off.*, 25 juill.).

PERMISSION DE VOIRIE. — V. *Voirie*.

PLACES DE GUERRE. — *Déclassement*: L. 10 janvier 1921, *Brest, Toulon, Belfort, Verdun, Philippeville* (*J. off.*, 13 janv.); L. 8 mars 1921, *Dunkerque* (*J. off.*, 10 mars); L. 21 juillet 1922, *Strasbourg* (*J. off.*, 27 juill.). Ces lois sont intéressantes par les servitudes qu'elles laissent peser sur les terrains et par les affectations nouvelles qu'elles imposent aux villes.

PLANS D'ALIGNEMENT. — V. *Régions dévastées*.

POIDS ET MESURES. — L. 2 avril 1919 et Décr. 26 juillet 1919, nouveau tableau des unités de mesures légales (S., *Lois annotées*, 1922, p. 526).

POLICE DU ROULAGE. — V. *Code de la route*.

PONTS ET CHAUSSÉES (Consul général des). — Réorganisation. Décr. 8 mars 1921 (S., *Lois annotées*, 1922, p. 498).

POSTES (Relèvement des taxes postales). — L. 29 mars 1920 (S., *Lois annotées*, 1922, p. 538).

POTASSE. — V. *Mines*.

PUPILLES DE LA NATION. — L. 26 octobre 1922, modifiant la loi du 27 juillet 1917 (*J. off.*, 27 oct.).

R

RÉGIONS DÉVASTÉES. — *Immeubles compris dans les plans d'alignement, acquisition par l'État, rétrocession aux communes, revente des terrains*. L. 27 juillet 1921 (*J. off.*, 29 juill.) :

ARTICLE PREMIER. — En vue de faciliter l'exécution des plans d'alignement et de nivellement, ainsi que des projets d'aménagement, d'extension et d'embellissement imposés par la loi du 14 mars 1919, dans les localités totalement ou partiellement détruites par faits de guerre, l'État est autorisé à racheter, par application de l'article 46, § 6, de la loi du 17 avril 1919, les immeubles endommagés, bâtis ou non bâtis, compris en totalité ou en partie dans les zones affectées par lesdits plans et projets et à en rétrocéder, aux conditions de son achat, la propriété à la commune.

Cette faculté ne pourra être exercée que sur le vu d'une délibération conforme du conseil municipal, approuvée par le préfet et accompagnée d'un procès-verbal estimatif faisant connaître pour chaque immeuble, en indiquant distinctement la valeur des bâtiments et celle du terrain, l'estimation du prix d'achat, ainsi que celle du prix de revente aux particuliers des parcelles non utilisées pour l'établissement de la voirie.

Le sol des routes nationales et départementales qui traversent l'agglomération pourra, après déclassement, être cédé à la commune, à charge par elle de rendre une superficie équivalente prélevée sur les terrains lui appartenant.

ART. 2. — Les anciens propriétaires des immeubles ou parties d'immeubles acquis par la commune, et non incorporés dans la voie publique, pourront, ainsi que leurs ayants droit, demander la remise contre reversement de la portion du prix d'achat y afférent. Ce prix pourra subir une majoration, lorsque, du fait de l'exécution des plans et projets, les terrains auront acquis une plus-value. Cette majoration sera fixée amiablement entre le conseil municipal et chaque intéressé, et à défaut d'entente amiable, par deux experts choisis, l'un par l'intéressé, l'autre par le conseil municipal, et en cas de désaccord entre les experts, par un tiers expert désigné par le président du tribunal civil de l'arrondissement. Les frais de l'expertise

seront payés pour un tiers par les particuliers et pour deux tiers par les communes.

Les propriétaires intéressés auront toujours le droit de ne pas accepter la décision des experts et de renoncer à la remise desdits immeubles ; mais, dans ce cas, ils devront supporter seuls la totalité des frais d'expertise.

La commune pourra être autorisée par l'autorité préfectorale à se refuser à la remise, s'il est établi, après enquête par ladite autorité, que les parties restant hors alignement font obstacle à un lotissement rationnel ou ne sont pas susceptibles de constructions s'accordant avec le plan général des travaux.

ART. 3. — Dans le cas où l'ancien propriétaire d'une parcelle non utilisée n'en aura pas demandé ou obtenu la remise, cette parcelle sera offerte, par priorité, soit à l'amiable, soit par voie d'adjudication restreinte, aux anciens propriétaires de parcelles expropriées, soit isolés, soit groupés.

Il pourra être procédé, à cet effet, à la réunion des parcelles ou portions de parcelles voisines.

ART. 4. — Au cas où les particuliers visés à l'article précédent ne font pas usage du droit de priorité qui leur est reconnu, les immeubles sont vendus par voie d'adjudication publique, au plus offrant et dernier enchérisseur.

ART. 5. — Préalablement à l'acquisition des terrains par l'État, une convention passée entre chaque commune et l'État, représenté par les ministres des Finances, de l'Intérieur et des Régions libérées, règle les modalités de rétrocession, de paiement et de revente des terrains à acquérir. Les dépenses auxquelles donne lieu l'exécution de la convention sont imputées sur le budget du ministère des Régions libérées.

Sont exempts de tous droits de timbre, d'enregistrement et d'hypothèques les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et généralement tous les actes et formalités exclusivement relatifs à l'application des articles 1^{er}, 2, 3 et 5 de la présente loi. Pour bénéficier de ces exonérations, les actes et documents susvisés devront porter la mention expresse qu'ils sont établis pour l'application desdits articles de la présente loi.

Il n'est pas dérogé aux dispositions relatives aux subventions prévues par l'article 61 de la loi du 17 avril 1919 pour le paiement des frais de voirie et autres ; toutefois, pour les communes qui auront fait usage des facultés offertes par la présente loi, ces subventions ne seront plus applicables aux dépenses d'acquisition des terrains. En outre, il sera tenu compte, pour la fixation de la subvention, du bénéfice que les communes auront pu réaliser par la revente des immeubles expropriés.

REPOS HEBDOMADAIRE. — L. 16 février 1922 modifiant l'article 36 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale.

ARTICLE UNIQUE. — L'article 36 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est complété ainsi qu'il suit :

« L'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patente, une frac-

tion d'établissement ne pouvant, en aucun cas, être assimilée à un établissement. »

[La finale de l'article est pour que l'autorisation ne soit pas étendue aux *grands magasins* sous le prétexte qu'ils auraient un rayon similaire et pour parer à la jurisprudence du Conseil d'État (Cons. d'État, 29 nov. 1912, *Cognacq*, S., 17. 3. 43). S., *Lois annotées*, 1922, p. 403.]

RÉQUISITIONS MILITAIRES. — L. 30 avril 1921 étendant les articles 5 et 36 de la loi du 3 juillet 1877 au cas d'appel individuel des réservistes (S., *Lois annotées*, 1921, p. 227); L. 22 mars 1922 modifiant la composition de la commission instituée par la loi du 22 juillet 1909 pour la réquisition des automobiles (S., *Lois annotées*, 1922, p. 516).

RÉQUISITIONS CIVILES. — L. 27 février 1920 autorisant la réquisition civile du matériel et des locaux autres que ceux de la voie ferrée nécessaires à l'exécution des transports en cas d'interruption de l'exploitation des voies ferrées (S., *Lois annotées*, 1921, p. 373).

RETRAITES. — V. *Pensions*.

RHÔNE (aménagement du). — L. 27 mai 1921 approuvant le *programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles et créant les ressources financières correspondantes* (J. off., 28 mai). — Cette loi est extrêmement intéressante et symptomatique en ce qu'elle essaie de réaliser à la fois une vaste *entreprise de coadministration* mettant en mouvement les diverses collectivités intéressées, État, départements, communes, établissements publics, sous la haute direction de l'État et une *industrialisation des services publics* en associant par des modes commerciaux les administrations publiques à la gestion d'entreprises financières; elle est ainsi dans la ligne d'étatisme des lois de 1919 sur l'exploitation des mines et sur celle de l'énergie hydraulique. Son économie repose sur les principes suivants :

1° L'ensemble des travaux à effectuer fera l'objet de concessions consenties à l'ensemble des collectivités administratives, soit d'une concession unique, soit de concessions séparées pour les diverses sections du fleuve ;

2° Les collectivités administratives concessionnaires devront se substituer une ou plusieurs sociétés industrielles ou commerciales pour l'exécution de la concession, cette substitution sera soumise à autorisation et comportera un cahier des charges ;

3° Les administrations publiques concessionnaires participeront d'ailleurs aux sociétés d'exécution, elles auront une situation prépondérante dans le conseil d'administration de ces sociétés (les deux tiers des membres et l'État à lui seul en aura les deux cinquièmes) ;

4° Comme moyens financiers, il y aura : un capital-actions des

sociétés souscrit par les collectivités ou établissements publics intéressés, les industries régionales ou les particuliers ; un capital-obligations avec garantie d'intérêt de l'État, plus des subventions.

S

SECRET DES LETTRES. — L. 15 juin 1922.

ARTICLE UNIQUE. — L'article 187 du Code pénal est complété par l'addition du paragraphe suivant :

« En dehors des cas prévus au § 1 du présent article, toute suppression, toute ouverture de correspondances adressées à des tiers, faite de mauvaise foi, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 francs à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Le § 1 de l'article 187 du Code pénal punissait déjà les suppressions ou ouvertures de correspondances commises par un fonctionnaire.

SERVICE MILITAIRE. — V. *Armée*.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — L. 4 janvier 1922 modifiant certaines dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 en faveur des caisses de retraites fondées par les sociétés d'anciens combattants de la grande guerre (S., *Lois annotées*, 1922, p. 457).

SYNDICATS DE COMMUNES. — L. 27 avril 1920. — Des syndicats de communes peuvent être constitués pour contribuer à la reconstruction des localités des régions dévastées (S., *Lois annotées*, 1922, p. 657).

SYNDICAT FORCÉ. — Organisation analogue à celle des *associations syndicales forcées*, mais avec cette différence que les associés ne sont pas nécessairement des propriétaires ; en voici deux exemples :

1^o *Syndicats de défense contre les sauterelles en Algérie*. L. 25 septembre 1919 et Décr. 10 juillet 1920, dans lequel doivent entrer tous les exploitants du sol, même non-propriétaires ;

2^o *Syndicats forcés de producteurs et, au besoin, de distributeurs d'énergie d'une région en vue de construire et d'exploiter un réseau de lignes à haute tension*. L. 19 juillet 1922 (*J. off.*, 21 juill.).

T

TRAVAIL (Conseil supérieur du), réorganisation. — Décr. 31 janvier 1921 (S., *Lois annotées*, 1921, p. 395).

U

UNIVERSITÉS. — Décr. 31 juillet 1920, modifications apportées à la composition des conseils de l'Université ; instituts de Faculté, instituts d'Université, instituts dans les pays étrangers.

V

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — L. 28 juillet 1921 modifiant la loi du 24 juin 1919, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (*J. off.*, 2 août).

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} (§§ 1 et 2), 2 (§§ 1 et 3), 4 et 5 (§ 1), de la loi du 24 juin 1919 sont modifiés de la façon suivante :

« Article premier, § 1. — Tout Français, sans distinction d'âge ou de sexe, ne se trouvant pas dans une des situations auxquelles s'applique la loi du 31 mars 1919, sur les pensions des armées de terre et de mer, et qui, par suite d'un fait de guerre entre le 2 août 1914 et l'expiration d'un délai d'un an à dater du décret fixant la cessation des hostilités, aura, dans les circonstances prévues par l'article 2, reçu une blessure ou contracté une maladie ayant entraîné une infirmité, aura droit à une pension définitive ou temporaire.

» § 2. — En cas de décès de la victime, et si celle-ci était âgée de 12 ans révolus au moins, ses ayants droit pourront, dans les mêmes conditions que les ayants droit des militaires, se prévaloir des dispositions de la législation sur les pensions militaires. Seront considérés comme orphelins, dans les conditions de la loi du 31 mars 1919, les enfants d'une femme décédée, victime de la guerre, même si le père de ces enfants est encore vivant.

» Art. 2, § 1. — Sont réputées causées par des faits de guerre :

» 1^o Les blessures mortelles ou non, reçues au cours des opérations militaires conduites par les armées alliées ou ennemies et qui ont été occasionnées par un fait précis dû à la proximité de l'ennemi ;

» 2^o Celles résultant d'actes de violence commis par l'ennemi.

» § 3. — Les infirmités ou le décès résultant des maladies contractées pendant la période visée à l'article 1^{er} n'ouvrent droit à pension que s'ils ont eu pour cause :

» 1^o Des actes de violence commis par l'ennemi ou des contraintes arbitraires imposées par lui ;

» 2^o Des mauvais traitements subis dans des forteresses ou dans des camps de prisonniers. »

» Art. 4. — Sont applicables aux bénéficiaires de la présente loi toutes les dispositions de la législation militaire concernant les majorations pour enfants et les soins nécessités par la blessure ou la maladie, ainsi que la rééducation professionnelle des mutilés.

» Il ne sera alloué des majorations pour les enfants que du fait d'un seul de leurs auteurs.

» Lorsqu'une personne présumée victime civile a été déclarée absente par jugement, les dispositions de l'article 38, dernier paragraphe de la loi du 13 avril 1898, modifié par l'article 48 de la loi du 23 février 1901, sont applicables à ceux de ses ayants droit qui auraient eu droit à pension, si cette personne était décédée.

» Art. 5, § 1. — Toute personne demandant le bénéfice de la présente loi devra se mettre en instance auprès du ministre des Pensions, Primes et

Allocations de guerre avant le 1^{er} janvier 1922 ou dans l'année qui suivra l'accident qui s'est produit après cette date. »

ART. 2. — La jouissance des pensions d'invalidité accordées aux victimes civiles de la guerre aura pour point de départ le jour de la promulgation de la loi du 24 juin 1919, pour les pensionnés qui remplissaient à cette date les conditions prescrites par l'article 1^{er} de ladite loi, et le jour de la demande pour les pensionnés qui n'ont rempli ces conditions que postérieurement.

Le point de départ de la pension à attribuer aux veuves, orphelins et ascendants des victimes civiles de la guerre est fixé conformément aux règles applicables aux pensions militaires.

ART. 3. — Aucune modification n'est apportée aux autres dispositions de la loi du 24 juin 1919.

. VOIRIE (*permission de voirie, alignements*). — L. 31 mars 1923, *simplifiant la procédure suivie pour la délivrance des permissions de voirie et des alignements individuels sur la grande voirie et sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun*.

ARTICLE PREMIER. — Les pouvoirs attribués aux préfets, par la législation en vigueur, pour la délivrance des permissions de voirie, ainsi que des alignements individuels, sur la grande voirie et sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, pourront être délégués aux fonctionnaires chargés du service de ces voies.

Toutefois, la décision devra être prise par le préfet, lorsque l'avis du fonctionnaire du service compétent, qui aurait qualité pour statuer par délégation, se trouvera en désaccord, soit avec l'avis du maire de la commune, donné en exécution de l'article 98 de la loi du 5 avril 1884, soit avec celui d'un autre service public.

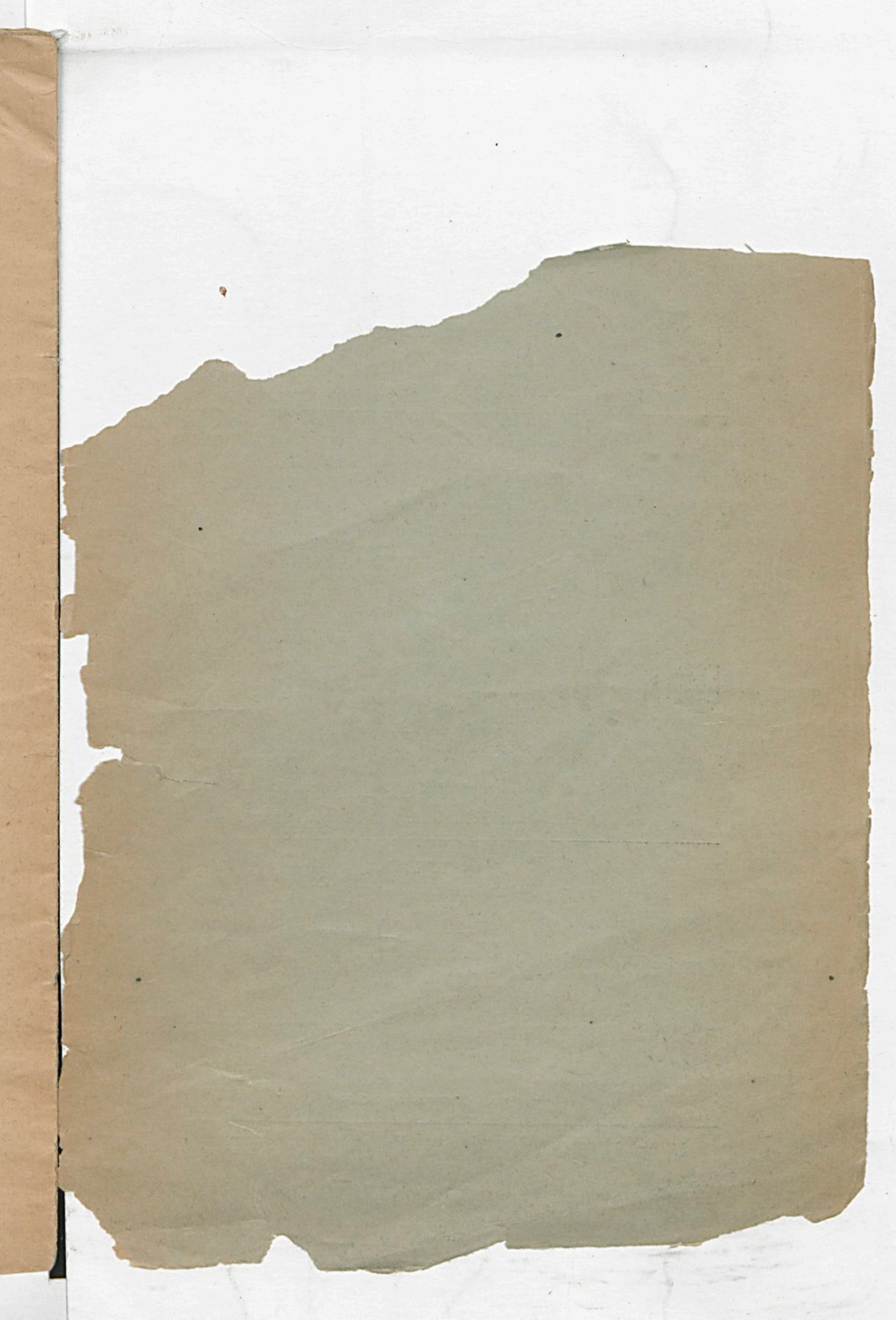
ART. 2. — La loi du 4 mai 1864 et toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Cette loi est très intéressante en ce qu'elle vise à obtenir une simplification administrative en remettant le pouvoir de décision à l'agent d'exécution ; elle déroge ainsi au principe de l'an VIII de la séparation entre la décision et l'exécution. Il est clair que l'on ne pourra pas simplifier sans des dérogations de ce genre qui seront sans danger à la condition qu'on les accomplisse prudemment au bénéfice d'un personnel d'agents d'exécution présentant des garanties suffisantes.

Z

ZONES FRANCHES (*Savoie, douanes*). — L. 16 février 1923 (*J. off.*, 17 fév.).





DROIT CONSTITUTIONNEL

1923. 1 volume in-8..... broché, 30 fr. ; cartonné, 36 fr. 50

A. PILLET

Professeur de droit international à la Faculté de droit de Paris,
Membre de l'Institut de droit international.

ET **J.-P. NIBOYET**

Professeur de droit international privé à la Faculté de droit
de Strasbourg.

MANUEL

DE

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

I. Nationalité.

II. Condition des étrangers.

A l'usage des étudiants de troisième année de licence.

1924. 1 volume in-8..... sous presse.

Albert WAHL

Professeur à la Faculté de droit de Paris,
Doyen honoraire de la Faculté de droit de Lille.

TRAITÉ THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE

DROIT MARITIME

1923-1924. 1 volume in-8..... sous presse.

40.385. — Bordeaux, Imprimerie Y. CADORET, 17, rue Poquelin-Molière.